



Abdallah Saleh est au pouvoir sans interruption depuis 1978. Depuis cette date, il dirige le pays d'une main de fer en s'appuyant sur les membres de sa famille, sur son parti le Congrès Général du Peuple (CGP) et bien sûr sur les forces armées. Et sur de puissants alliés : l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Mais, depuis le mois de mars, et malgré une répression sanglante et des conflits civils qui ont fait des centaines de victimes, tous les jours à Sanaa, à Aden, à Al Mukalla et dans toutes les villes du Yémen, les manifestants scandent «le peuple veut renverser le régime». Malgré son retour surprise dans le pays, après plus de trois mois d'absence pour des soins en Arabie saoudite où il avait été hospitalisé, Saleh sera-t-il le prochain sur la liste des dictateurs renversés, après Ben Ali, Moubarak et Kadhafi ? (LCR-Web)

La situation de blocage politique dans lequel se trouve actuellement le Yémen ne peut plus durer. L'intransigeance du président au pouvoir, Ali Abdullah Saleh, est en train de créer une paralysie politique sans précédent, qui absorbe l'énergie de tout le pays et crée une situation qui frise le chaos. Et la responsabilité de tout ce chaos repose directement sur le président, pour son manque de volonté à s'engager à se retirer du pouvoir.

L'administration publique du pays est, partout, sans dessus dessous. Les – déjà - fragiles institutions civiles travaillent très en dessous de leurs capacités, ce qui se traduit par un accès très limité aux services publics dans la majorité des régions, voir leur absence totale. Cette limitation de la prestation de services vitaux, délibérément fomentée par le régime, est en train de faire payer un prix très élevé à la population, avec les pénuries de combustibles, d'eau, d'électricité et d'autres services indispensables.

Malgré tout cela, le peuple yéménite a démontré une détermination peu commune dans sa volonté de poursuivre sa lutte pacifique pour ses droits. Grâce à son courage, il a pu démontrer au monde entier la manière avec laquelle il défend sa dignité. Son extraordinaire sérénité et patience ont bousculé de nombreux stéréotypes et idées occidentales erronées – et profondément enracinés - sur les arabes et les musulmans.

Le caractère pacifique des protestations populaires met en relief, malgré les nombreuses provocations du gouvernement, la ferme résolution des yéménites à récupérer leurs droits civils

légitimes sans recourir à la violence ou à des moyens illégaux. Comme l'illustre bien le slogan « salmiya ila nihaya » (« la paix, jusqu'au bout ») une telle attitude est significative à plus d'un titre. Cet aspect d'auto-contrôle collectif est d'autant plus admirable que le Yémen est probablement le pays le plus fortement armé (par habitant) au monde, et les affrontements autour du leader tribal Al Ahmar ne furent rien d'autre qu'une parenthèse dans un cadre bien plus vaste.

Ainsi, le soulèvement yéménite nous apporte une leçon inestimable sur le caractère inexact de préjugés anthropologiques et d'extrapolations sociologiques, qui n'ont aucun fondement empirique, existant chez bon nombre de chercheurs et universitaires occidentaux. Il a également révélé les limites et le manque de rigueur de certains instruments d'analyse, supposément scientifiques, qui prédominent dans de nombreux cercles académiques et autres « think tank » occidentaux.

Le réveil yéménite a démontré que, même dans une terre divisée par le sectarisme religieux, le tribalisme et le régionalisme, les peuples peuvent malgré tout s'unir sur une question commune et qu'ils sont disposés à transcender un sentiment limité d'identité quand ils peuvent s'identifier à un idéal commun. Ainsi, quand un idéal national apparaît clairement défini, ou qu'il semble cohérent pour la majorité, la solidarité tribale se transforme ipso facto en quelque chose dont l'importance devient secondaire. Les différences de clocher ou les sensibilités circonstancielles deviennent plus ou moins indifférentes. Autrement dit, elles ne constituent plus un quelconque obstacle pour la transformation démocratique.

D'autre part, la révolution populaire actuelle au Yémen a mis une fois de plus en évidence que l'idéologie meurtrière prônée par Al Quaeda – et cela à l'extrême opposé de certaines suppositions orientalistes occidentales - n'attirent, ni n'inspirent, absolument pas la majorité des jeunes arabes. Bien au contraire, cette idéologie, à l'exception d'une poignée de suicidaires désespérés, était, et est un culte répugnant aux yeux de l'écrasante majorité. C'est cela qui compte réellement le plus à l'heure d'en finir avec les préjugés et les stéréotypes.

Sans sous-estimer l'importance de certains secteurs de la classe moyenne urbaine éduquée, qui jouent un rôle important dans la lutte pour la démocratie, il faut cependant mettre en évidence la leçon suivante de la révolte populaire au Yémen ; l'absence d'une grande classe moyenne (et la prédominance de la pauvreté) ne constitue absolument pas un obstacle au réveil politique de la population. Plus encore ; si, dans un pays écrasé par la pauvreté comme le Yémen, on constate que les gens ont soif d'exercer leurs droits politique, cela démontre bien que la conscience politique n'est pas une prérogative exclusive d'une classe sociale déterminée.

Depuis plusieurs décennies, le président Saleh a transformé ce qui aurait pu être un modèle de réussite au Moyen Orient en un Etat quasiment en faillite. Sous son mandat prolongé, le pays est devenu le prototype du « cas perdu » arabe. Cependant, le Yémen n'est pas dépourvu de ressources et ne manque pas de main d'œuvre. A la différences des autres pays du Golfe, il dispose d'autres atouts que le pétrole. La première d'entre elles est son capital humain dans une région, par ailleurs, très peu peuplée. C'est une terre ancestrale, dotée d'une classe commerçante entreprenante, avec un riche patrimoine culturel ; une vieille et prospère diaspora et le pays occupe une position géographique centrale dans une importante zone géostratégique.

Mais, au lieu d'utiliser ces atouts pour construire un Etat moderne et fonctionnel, Saleh s'est consacré à miner le processus de construction d'une nation dans le seul but de se maintenir au pouvoir. Et pour y parvenir, il n'a pas hésité à dresser les régions les unes contre les autres ; à exploiter cyniquement les tensions sectaires ou à tirer profit du désir des Etats-Unis et d'autres nations occidentales de combattre les islamistes radicaux en exagérant la menace d'Al Qaeda au Yémen.

Saleh a fait pire encore en cultivant la corruption à des niveaux inégalés. Pour comprendre l'ampleur du népotisme sous son gouvernement, voici quelques exemples éclairants, bien que partiels : la garde républicaine a, à sa tête, le colonel Ahmed Ali Abdullah Saleh, le fils aîné du président. Le vice-président de l'organisme de sécurité nationale est le colonel Amar Mohamed Abdullah Saleh (un cousin). Le commandant des forces centrales de sécurité est le colonel Yahya Mohamed Abdullah Saleh (un autre cousin), également actionnaire important de la Almas Company for Petroleum Service et d'une compagnie chinoise de câbles électroniques, Huaiwai. Le beau-frère du président, Ali Saleh Al-Ahmar, dirige la force aérienne et est actionnaire de la Hashdi Petroleum Company..

Ce ne sont là que quelques exemples, car la domination des membres de la famille du président s'étend dans tous les domaines. Des hautes charges dans le secteur public à des postes importants dans le secteur privé (compagnies pétrolières, agriculture, télécommunications, etc.), leur avidité n'a pas de limites. Mais le président Saleh n'aurait pu se maintenir aussi longtemps au pouvoir sans l'aide étrangère.

La politique extérieure de l'Arabie Saoudite a rarement été bénéfique pour ses voisins. A l'exception probable du Qatar, les investissements des pays du Conseil de Coopération du Golfe au Yémen ont été pratiquement inexistants jusqu'à peu. L'Arabie Saoudite parle de la nécessité d'un Yémen uni et stable, mais il n'y a pas si longtemps elle faisait pression sur les principales compagnies pétrolières afin de les empêcher d'exploiter le pétrole du pays. L'Arabie

Saoudite impose aussi un régime draconien de visas d'entrée aux citoyens yéménites qui souhaitent venir chez elle.

Au lieu de servir de médiateur entre le gouvernement et les rebelles Houthis (rebelles chiites du Nord du pays, ndlt) pendant les récents affrontements armés, l'Arabie Saoudite a préféré soutenir la stratégie catastrophique des Saleh, aggravant ainsi les tensions sectaires et l'instabilité. A cause de l'opposition de la population du Yémen à la Première guerre du Golfe, elle étouffa financièrement le pays pendant des années, empêchant le moindre investissement et expulsant des centaines de milliers de Yéménites en représailles. Les Soudanais, les Palestiniens et les Mauritaniens souffrirent de la même terrible expérience, comme tant d'autres nationalités, arabes ou non.

Actuellement, l'Arabie Saoudite est en train de jouer un rôle ambigu dans la crise yéménite : d'une part, elle fait des appels pour une transition politique modérée, tandis que, d'autre part, elle encourage Saleh à persister dans son intransigeance en lui facilitant des moyens militaires et financiers afin qu'il élimine la révolte populaire en cours. La dernière chose que souhaite la dynastie au pouvoir en Arabie Saoudite est de voir devant sa porte un peuple arabe capable d'exprimer librement sa volonté au travers de mécanismes démocratiques et d'autodétermination. Il n'y a pas de plus grande menace pour une telle monarchie théocratique, qui se proclame installée par Dieu, que le pouvoir souverain du vox populi.

L'aide que les Etats-Unis ont fourni dans le domaine de la sécurité au président Saleh a également contribué à son maintien au pouvoir, aide qu'il utilise aujourd'hui afin de postposer la transition politique au Yémen. Le président Saleh a été utile aux Etats-Unis en leur offrant un plateforme pour leur guerre contre Al Quaeda dans la Péninsule Arabique (AQPA), mais ce soutien avait un prix, et ce prix c'est l'épée à double tranchant utilisée par le régime de Sanaa afin d'écraser ses opposants politiques.

En exagérant la menace d'Al Quaeda, Saleh a pu utiliser à son profit une aide hypothétiquement fournie pour combattre le terrorisme. Ainsi, il a pu compter sur le soutien étatsunien pour liquider l'insurrection des Houthis, combattre le mouvement sécessionniste dans le Sud et régler des vieux comptes avec des fractions tribales rivales. Cela a, à son tour, contribué à exacerber tous les problèmes d'où découle l'instabilité actuelle.

Les très timides appels adressés par Washington à Saleh afin qu'il démissionne n'ont d'ailleurs jamais eu la même force que ceux utilisés par la Maison Blanche face à ses alliés tels que

La détermination du peuple yéménite

Écrit par Mohamed Al-Mokhtar

Dimanche, 25 Septembre 2011 23:51 - Mis à jour Lundi, 26 Septembre 2011 00:46

l'ex-président tunisien Ben Ali ou l'ex-président égyptien Hosni Moubarak après les révoltes populaires en Tunisie et en Egypte.

Extraits d'un article publié sur <http://weekly.ahram.org.eg/2011/1063/re172.htm> .

Traduction française pour le site

www.lcr-lagauche.be